



POLITIQUE

Sarah El Haïry veut lutter contre l'abstention des jeunes

Face à la faible participation électorale des 18-34 ans lors des élections régionales, la secrétaire d'État a mené deux jours de consultations.

JOHN TIMSIT @JohnTimsit

VOTE C'est un défi majeur pour toute la classe politique. L'abstention, qui a atteint des sommets lors des élections régionales - 66,73 % au premier tour, 65,31 % au second - a été un électrochoc. Celle des jeunes est encore plus criante : 85 % en moyenne des 18-34 ans n'étaient pas passés par l'isoloir le 20 juin, selon un sondage Ipsos/Sopra Steria pour France Télévisions et Radio France.

Une semaine plus tard, et malgré la forte médiatisation du scrutin, 79 % d'entre eux n'avaient toujours pas glissé de bulletins dans l'urne. Une situation d'autant plus inquiétante que les jeunes profitaient alors du déconfinement et auraient pu se déplacer facilement. Pour la secrétaire d'État chargée de la Jeunesse et de l'Engagement, Sarah El Haïry, « il y a des jeunes, des abstentions, et donc des choses à apporter ».

Face à cet enjeu démocratique, un vaste colloque a été organisé lundi 12 et mardi 13 juillet. Entourée de chercheurs et de représentants de la jeunesse syndicale, politique et associative, la secrétaire d'État a enchaîné tables rondes et discussions à bâtons rompus. L'occasion de comprendre les ressorts du non-vote dans cette tranche d'âge. « C'est vraiment un sujet de préoccupation majeur, sinon on ne ferait pas ça en pleine allocution présidentielle », souffle un conseiller ministériel. Initiative soutenue par Auguste Ott, président des Jeunes Démocrates (MoDem) : « C'est une première étape avant de possibles ajustements. » Pour ce participant, l'abstention s'explique en partie par une « incompréhension » et un

« désintérêt » de la « démocratie territoriale ».

En poste depuis juillet 2020, Sarah El Haïry l'affirme : les jeunes veulent davantage saisir « les clés institutionnelles du pays ». En clair, il faut améliorer l'intérêt pour la chose politique : « Comment ne pas subir une élection sans savoir à quoi elle sert ? Ne plus être dans un choix de casting, mais de projets. » De la même manière, les questions des compétences de l'entité pour laquelle les citoyens votent et la « qualité du débat public » ressortent des débats.

De son côté, Sarah El Haïry déplore « une jeunesse hyperengagée, mais pas par le vote ». Face à elle, Emma Salley, animatrice des Jeunes Insoumis. La militante affirme que sa génération « ne se retrouve plus dans le système politique ». « La société est défiante vis-à-vis des institutions et d'un président qui semblent éloignés », ajoute-t-elle.

« Manque de sentiment d'appartenance »

Pour la majorité des participants, ce sont d'ailleurs moins les modalités techniques - vote par correspondance, numérique, vote blanc - que l'accès à une bonne information ou l'indifférence électorale qui expliquent le phénomène. L'abstention se nourrirait « d'un manque de sentiment d'appartenance, selon Rémy Perad, délégué national de l'UNI, principal mouvement universitaire de droite. Il faut reconstruire une appartenance commune. Et ne pas s'engager uniquement pour une cause en faveur de telle communauté ». Autre débat sur la table, le vote à 16 ans. Pour Sarah El Haïry, pas très ardente sur la proposition, « il faudrait déjà que les primo-vo-

tants (à partir de 18 ans, NDLR) votent ».

D'ici la présidentielle, elle promet de traduire certaines propositions. Parmi elles, la mise en place d'un livret institutionnel accompagnant les professions de foi ou la première carte électorale est à l'étude. Pour le moment, Sarah El Haïry veut recréer un lien entre politique et jeunes. D'où son appel pour 2022 : « Ne pas aller voter, c'est laisser les autres décider. » ■

79 %

Pourcentage
des 18-34 ans
qui n'ont pas voté
le 27 juin

